



PLAN D'ACTION 2020

Résumé

1. Le Plan d'action de 2020 arrive à un moment où il y a une grande instabilité politique et économique. Normalement, nous élaborerions un plan d'action avec de nombreuses actions, et il serait débattu et amendé au Congrès. Cette année, ce n'est pas une option. Ce plan a été élaboré par le Comité du plan d'action du SCFP-Ontario et approuvé par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario. Cette crise est également une occasion de transformer et d'améliorer notre société. Comme tel, le Plan d'action de cette année se concentre sur trois thèmes : assistance, reprise et adaptation. Ce plan est pour tous les travailleurs, y compris ceux qui sont les plus marginalisés : les travailleurs précaires, les travailleurs à temps partiel, les jeunes travailleurs, les travailleurs migrants et les travailleurs qui revendiquent l'égalité. Aucun travailleur ne peut être abandonné.

Plan d'action de 2020

2. Le Plan d'action de 2020 reflète le climat politique actuel causé par la pandémie de la COVID-19. À ce moment-ci, des soutiens réels et tangibles sont nécessaires pour les travailleurs et tous les Ontariens. Mais en répondant à cette crise, nous savons que nous avons également besoin d'une vision plus vaste pour l'Ontario qui nous aide à nous remettre de cette pandémie et crée une province plus forte et plus inclusive.
3. La pandémie de la COVID-19 a exposé les failles de notre système défaillant. La priorité qui a été accordée aux profits plutôt qu'aux personnes pendant des décennies a laissé notre système de santé et d'autres services publics affaiblis avant cette crise. Le résultat de ce système affaibli a été catastrophique. La sécurité des travailleurs est menacée. Des Ontariens sont morts et la vie d'autres Ontariens a été menacée. Les services de l'ensemble du secteur public manquent cruellement de ressources; les personnes qui en ont le plus besoin ont perdu des services ou les services fonctionnent à capacité maximale, au bord de l'effondrement. Toutefois, la réponse de notre gouvernement a été dangereusement inadéquate pour nos collectivités dans le besoin.
4. Pour nous tous, le système a échoué. Mais la crise a également amplifié les conséquences disproportionnées ressenties par les personnes qui revendiquent l'égalité. Les Noirs, les Chinois, les personnes racisées et autochtones, les personnes ayant un handicap, les femmes, les personnes LGBTQ2S et les jeunes ont souffert de cette crise. Les inégalités quant aux expériences vécues par les personnes marginalisées ont été amplifiées et doivent changer la façon dont nous ripostons. Leurs expériences doivent être au cœur du processus de reprise. Nous comprenons également que les expériences des travailleurs incluent leurs expériences en dehors du travail.

L'émancipation de la classe ouvrière est nécessaire. Nous devons nous unir pour lutter contre la suprématie blanche¹ et la montée de la haine.

5. La population est de plus en plus consciente des problèmes de la classe ouvrière et du rôle essentiel d'un secteur public en santé. Nous devons maintenant profiter de cette occasion pour assurer un réel changement, organiser, éduquer et mobiliser nos collectivités afin de changer nos systèmes pour le mieux. Nous devons étendre notre mouvement pour inclure toutes les personnes qui ont été touchées par la COVID-19 et des décennies de néolibéralisme². La droite politique se mobilise déjà au sujet du déficit et affirme que nous devons retourner à l'austérité³. Ils se serviront de cette crise pour tenter de démanteler davantage le secteur public. Nous devons mobiliser nos ressources et faire échec à ces pressions. Nous savons que nous devons protéger, renforcer et améliorer les services publics.
6. Nous sommes maintenant prêts pour un changement transformationnel; en fait, plus de 70 % des Canadiens croient que c'est ce que qui arrivera⁴. Mais nous avons besoin de la transformation appropriée, axée sur les personnes et non pas sur les profits. Nous avons besoin d'investissements dans les collectivités, non pas de coupures. La classe ouvrière a souffert de cette pandémie, et la reprise doit maintenant nous mettre à l'avant-plan. Nous ne pouvons pas répéter la crise financière de 2008 au cours de laquelle la reprise a été pour un pour cent de la population. Cette pandémie nous a montré que le gouvernement peut agir promptement pour le bien des Ontariens. Nous devons unir nos forces à celles des autres afin d'exiger que le gouvernement se serve de son pouvoir pour nous faire avancer et créer un Ontario meilleur.

Assistance

7. Les temps sont durs présentement pour les Ontariens. Le chômage est à un niveau record, les familles ont de la difficulté à assurer un équilibre entre l'éducation et les services de garde, et la santé et la sécurité des travailleurs sont menacées. Nous devons offrir une assistance aux Ontariens par l'entremise d'un soutien direct et de changements législatifs.

Le SCFP-Ontario :

¹ La suprématie blanche est un ensemble d'idées et de pratiques qui structurent la société au bénéfice des Blancs et confirment leur supériorité. Elle maintient les hiérarchies raciales et est une caractéristique organisationnelle centrale de la vie humaine moderne. Elle sert à conserver les Blancs dans la position qui favorise la richesse, le pouvoir et le privilège. Ce système rend également les Noirs, les Autochtones et les personnes de couleur dignes selon la blancheur de leur peau.

² Le néolibéralisme est une forme de capitalisme en fonction duquel l'État dérègle l'économie, détruit les syndicats, diminue les impôts payés par les riches et les sociétés et retire le financement aux biens publics, tout en réprimant et en surveillant les pauvres, particulièrement les Noirs, les Autochtones et les personnes de couleur.

³ L'austérité est une politique qui consiste à réduire les dépenses gouvernementales en coupant dans les services publics comme les soins de santé, l'éducation et d'autres formes d'aide sociale.

⁴ <http://www.ekospolitics.com/index.php/2020/05/a-future-history-of-the-covid-19-crisis/> (en anglais seulement).

8. Préconisera un soutien immédiat pour les Ontariens dans le besoin, incluant une prestation du revenu d'urgence de 2 000 \$ en Ontario. Cette prestation doit être accessible à tout le monde en Ontario, y compris les personnes qui occupent un emploi précaire, les travailleurs migrants et tous les Ontariens dans le besoin.
9. Fera campagne pour demander que le gouvernement reconnaisse adéquatement et respecte l'importance du travail des personnes soignantes, un travail principalement fait par des femmes, y compris les femmes noires et racisées. Dans le cadre de cette campagne, nous demanderons que le travail des personnes soignantes soit indemnisé adéquatement, en augmentant les salaires de nos travailleurs les plus précaires.
10. Demandra l'égalisation des salaires au taux le plus élevé pour les travailleurs qui font le même travail dans le même secteur.
11. Fera campagne pour garantir la croissance des salaires pour tous les travailleurs du secteur public.
12. Demandra que la collecte exhaustive des données démographiques concernant la COVID-19 soit rendue publique, y compris les données fondées sur la race ainsi que les données sur le dépistage, les infections et les décès.
13. Exhortera le gouvernement à mettre immédiatement en œuvre des normes de soins imposées par la loi dans les soins de longue durée.
14. Exercera des pressions sur le gouvernement afin qu'il oblige l'industrie à produire de l'équipement de protection individuelle (EPI) dont les travailleurs ont besoin, dont des masques N95, et à produire des biens essentiels pour la santé, la sécurité et le bien-être de tous les Ontariens.
15. Demandra un inventaire adéquat de tout l'équipement de protection individuelle et l'accès à cet équipement pour tous les travailleurs.
16. Exercera des pressions sur le gouvernement afin qu'il priorise la santé et la sécurité des travailleurs et de la population avant la reprise de l'économie.
17. Demandra que le gouvernement fasse participer pleinement les travailleurs à toutes les discussions au sujet de la reprise de l'économie et aux décisions à ce sujet.

18. Verra à ce que le gouvernement abroge immédiatement le projet de loi 124⁵ et le projet de loi 47⁶, en éliminant toutes les restrictions à la libre et juste négociation collective.
19. Demandra une aide d'urgence immédiate afin de permettre la poursuite de l'offre de services publics, y compris le maintien des niveaux de service, l'offre de ressources afin de s'ajuster à la nouvelle réalité causée par la COVID-19 et la réintégration des travailleurs qui ont perdu leur travail en raison de cette crise.
20. Augmentera le nombre d'inspections et d'inspecteurs en santé et sécurité et éduquera les travailleurs au sujet de leur droit de refuser un travail dangereux.
21. Insistera pour que l'aide gouvernementale pour les entreprises ne soit pas accordée à celles qui ont recours à des pratiques d'évitement fiscal et à l'évasion fiscale, ou se servent de paradis fiscaux. Nous soulignerons que l'aide doit être liée à des mesures de reddition des comptes et de transparence. Toute aide accordée à une entreprise doit être liée à des standards environnementaux musclés, ainsi qu'au maintien et à la création d'emplois.
22. Dénoncera le racisme tout au long de cette pandémie, entre autres en soulignant les conséquences disproportionnées de la COVID-19 sur les personnes qui revendiquent l'égalité et en dénonçant le ciblage des Noirs, des personnes racisées et des Autochtones par la police. Nous exigerons un financement accru immédiat à la Direction générale de l'action contre le racisme.
23. Travaillera avec nos partenaires de coalition afin d'exercer des pressions pour un financement accru pour les refuges pour femmes et les personnes non binaires qui vivent dans l'itinérance et qui quittent une situation d'abus, ainsi que la création d'équipes mobiles d'intervention en situation de crise pour répondre aux cas de violence sexuelle.

Reprise

24. Cette pandémie a montré que, malgré les protestations du gouvernement, l'Ontario dispose de fonds pour aider les personnes dans le besoin. Nous pouvons nous permettre de prendre soin les uns des autres. Nous devons rejeter un retour à l'austérité. Pour aider notre province à croître, nous aurons besoin d'investissements dans nos collectivités, dans les services publics et dans les Ontariens. Les entreprises et les riches qui ont fait la pluie et le beau temps doivent payer leur juste part. Nous devons trouver

⁵ La *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures* (projet de loi 124) a imposé une série de « périodes de modération » de trois ans – sous la forme de plafonds salariaux et de plafonds des indemnités – à divers lieux de travail syndiqués et non syndiqués du secteur public.

⁶ La *Loi de 2018 pour un Ontario ouvert aux affaires* (projet de loi 47) a éliminé presque tous les changements positifs qui avaient été apportés à la loi du travail introduits par le gouvernement précédent.

de nouvelles façons de nous organiser pour obliger le gouvernement à soutenir un programme de la classe ouvrière.

Le SCFP-Ontario :

25. Créera une campagne de revenus axée sur des politiques fiscales justes et progressistes et qui augmente substantiellement les revenus fiscaux provenant des entreprises et des riches.
26. Fera campagne avec nos partenaires de coalition pour augmenter les taux d'aide au revenu et de soutien du revenu pour les Ontariens, y compris le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et le programme Ontario au travail pour tous les Ontariens dans le besoin.
27. Exercera des pressions sur le gouvernement afin de voir à ce qu'aucune personne ne perde ses accommodements au cours de la période de reprise économique, même lorsqu'on aura mis fin à l'État d'urgence.
28. Exercera des pressions pour réformer :
 - a. le droit du travail afin de réduire la précarité et de retirer les exclusions contenues dans la *Loi sur les normes d'emploi* et la *Loi sur les relations de travail*, et afin de permettre un accroissement de la syndicalisation;
 - b. la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail afin d'améliorer la couverture et d'augmenter les primes, et afin d'inclure une loi pour une couverture présomptive pour tous les cas de COVID-19 et maladies similaires contractées par les travailleurs de première ligne;
 - c. la santé et la sécurité afin d'améliorer l'offre d'EPI et le soutien, de renforcer l'application et de raffermir le droit de refuser un travail dangereux.
29. Travaillera avec nos alliés afin de consacrer un salaire décent et des congés de maladie payés pour tous les travailleurs.
30. Soulignera l'importance des métiers spécialisés dans notre reprise et un meilleur accès à l'éducation et au perfectionnement.
31. Réaffirmera nos pactes de solidarité entre les sections locales, les secteurs et les conseils de négociation et notre engagement à ne négocier aucune concession.
32. Insistera pour que tous les ordres de gouvernement élaborent des plans de pandémie détaillés.
33. Travaillera avec le SCFP national pour élaborer des dispositions de négociation types au sujet des pandémies et pour distribuer de telles dispositions.

34. Promouvra l'importance pour que les emplois du secteur public soient des emplois verts.
35. Travaillera avec les conseils de négociation et les secteurs afin de renforcer les comités de la santé et de la sécurité dans chaque section locale, y compris voir à ce que des membres accrédités fassent partie des comités de la santé et de la sécurité de chaque section locale.
36. Élaborera du matériel et le distribuera à nos membres soulignant tous leurs droits en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, y compris le droit de refuser un travail dangereux.
37. Travaillera avec la Direction de l'éducation syndicale pour créer des modules pour la santé et la sécurité, y compris une planification en cas de pandémie, la façon de rouvrir de façon sécuritaire, l'utilisation adéquate de l'EPI, les premiers soins en santé mentale et un module qui traite du racisme comme problème en matière de santé et de sécurité.
38. Poursuivra notre travail de lutte contre le racisme à l'intérieur du SCFP en utilisant notre Plan d'action organisationnel contre le racisme comme cadre.
39. Travaillera avec nos alliés et nos membres pour lutter contre la suprématie blanche et le racisme à l'égard des Noirs dans nos lieux de travail et nos collectivités.
40. Travaillera avec nos alliés pour exercer des pressions pour des ressources accrues pour les organisations de lutte contre le racisme.
41. Renforcera nos réseaux au sein du SCFP et avec d'autres alliés afin de se préparer pour la prochaine vague d'austérité dans le secteur public. Nous consoliderons le soutien pour un message uni en faveur d'une réponse publique coordonnée et nous élaborerons un tel message.
42. Alors que l'économie au sens large reprend, nous travaillerons afin de voir à ce que cela comprenne les éléments de base pour une économie sans empreinte carbone et une transition juste.
43. Insistera pour que le gouvernement offre des soutiens en santé mentale aux travailleurs dans le besoin, en reconnaissant les conséquences intersectionnelles du racisme et de la discrimination sur la santé mentale.
44. Fera pleinement campagne pour insister afin que la reprise n'oublie personne.

Adaptation

45. Le statu quo ne fonctionne pas. Il ne fonctionnait pas avant la COVID-19 et ses faiblesses ont été clairement exposées. Il est maintenant temps de faire le changement important que les politiciens nous disent être impossible. Non seulement c'est possible, mais c'est nécessaire.

Le SCFP-Ontario :

46. Trouvera de nouvelles façons de faire participer nos membres, y compris des outils en ligne et électroniques. Cela permettra à plus de personnes d'être entendues de toutes les régions géographiques de la province et créera un effectif plus fort et plus engagé.

47. Soutiendra les efforts du SCFP national pour exercer des pressions pour la création de programmes fédéraux afin de soutenir l'accès universel à l'assurance-médicaments et aux soins dentaires et de nationaliser les soins de longue durée, les soins à domicile et les services de garde. La nationalisation signifierait une prestation publique sans but lucratif. Elle éliminerait la capacité de réaliser des bénéfices dans ces industries.

48. Fera campagne et exercera des pressions sur le gouvernement provincial pour des programmes de soutien à l'accès universel à l'assurance-médicaments et aux soins dentaires et la nationalisation des soins de longue durée, des soins à domicile et des services de garde, ainsi que la coordination provinciale des achats de fournitures médicales et la bonification de la couverture provinciale des soins de santé pour inclure tout dans la province, y compris les services de soins prolongés.

49. Exercera des pressions pour un accès universel aux soutiens en santé mentale, une formation complète et des premiers soins en santé mentale pour tous les travailleurs. Il exercera également des pressions pour de meilleurs soutiens pour les personnes vivant une crise de santé mentale, y compris la création d'équipes mobiles d'intervention en cas de crise de santé mentale, et d'autres soutiens par l'entremise de lignes téléphoniques et de messages-textes. Il doit également y avoir du soutien en santé mentale pour tout le monde afin d'aider à prévenir les crises de santé mentale et de soutenir les gens après une période de crise. Ces mesures doivent toutes être offertes et financées par le secteur public.

50. Fera campagne pour des soutiens publics exhaustifs pour les personnes victimes de violence sexuelle au travail et dans la collectivité. Ces soutiens comprendront des solutions qui n'impliquent pas la police et un accès complet à des ressources pour soutenir la guérison.

51. Exercera des pressions pour une loi afin de voir à ce que tout emploi représente un travail décent, y compris un salaire suffisant, un travail à temps plein, des congés de maladie payés et du soutien pour les personnes qui revendiquent l'égalité.

52. Verra à ce que toute la population de l'Ontario qui souhaite travailler et qui est apte à le faire puisse avoir accès à un emploi. Le gouvernement doit également créer de bons emplois et ne peut pas compter uniquement sur le secteur privé.
53. Verra à ce que toutes les personnes qui souhaitent avoir accès à une éducation, y compris l'enseignement postsecondaire, puissent le faire sans obstacles, y compris des frais de scolarité gratuits pour tous les étudiants.
54. Verra à ce que tous les travailleurs (y compris les travailleurs à temps partiel, à temps plein, précaires, migrants et qui revendiquent l'égalité) puissent avoir accès à un régime de retraite au travail.
55. Fera campagne pour défendre des régimes de retraite à prestations déterminées et renforcer la véritable gouvernance conjointe afin d'améliorer le contrôle qu'ont les travailleurs sur leurs salaires différés.
56. Continuera de faire progresser un programme d'équité dans l'ensemble du SCFP et dans nos lieux de travail et collectivités. Nous devons mettre les besoins des personnes les plus marginalisées au cœur de tout ce que nous faisons.
57. Lutera pour voir à ce que les personnes ayant un handicap puissent participer pleinement à tous les aspects de notre société.
58. Fera preuve de solidarité à l'égard des luttes des autres partout dans le monde en éduquant nos membres au sujet de la situation à laquelle les travailleurs sont confrontés dans d'autres pays et en établissant des liens entre nos vies et le travail des autres à l'étranger.
59. Continuera d'exercer des pressions pour des pratiques solides en matière de santé et de sécurité dans tous les lieux de travail afin que chaque travailleur puisse retourner à la maison en toute sécurité chaque jour.
60. Exercera des pressions sur le gouvernement pour qu'il élabore, soutienne et finance un plan d'action climatique qui se concentre sur les emplois verts et la réduction des émissions de carbone, avec des mandats clairs pour l'industrie.
61. Travaillera avec nos alliés afin de faire progresser un programme de justice environnementale qui permettrait de voir à ce que nous ne répétions pas le passé de racisme et de suprématie blanche dans le mouvement environnemental.